

La psychiatrie au risque des normes.

Je remercie votre syndicat, notre syndicat si vous me le permettez, puisque j'y ai adhéré en 1973, il s'appelait alors le syndicat des psychiatres en formation, puis sur le modèle du syndicat de la magistrature il est devenu le syndicat de la psychiatrie, actuellement l'union syndicale de la psychiatrie dans lequel je me suis toujours reconnu. Pour la petite histoire, ayant eu la chance d'avoir pu discuter longuement avec Lucien Bonnafé et Philippe Rappard, deux éminents penseurs s'il en est de la folie et du personnage du psychiatre, tous deux m'ont demandé, sur la fin de leur carrière, d'adhérer à notre syndicat dont ils en étaient venus à reconnaître qu'il était le seul dans son actualité, à porter la complexité du fait psychiatrique. Merci donc de me donner l'occasion de reprendre la question des normes qu'on peut considérer comme consubstantielle à l'histoire de la psychiatrie.

De tout temps, ce qu'on appelle la folie n'a pu se reconnaître comme telle que sur le fond du paysage au sein duquel elle s'exprime. Franck Chaumon, qui nous a récemment quittés, premier président, me semble-t-il, de notre syndicat, aimait à rappeler que la folie est indissociable du scandale qui la désigne et précisait que la psychiatrie faisait partie de ce scandale. N'y voyez là aucun effacement du fait psychiatrique en lui-même, bien au contraire une juste reconnaissance des données élémentaires de la complexité du problème de notre rapport à l'insensé. Je m'aperçois que j'utilise le mot folie alors même que ce dernier semble être banni par l'avancée de nos connaissances scientifiques des mécanismes psychiques, laissant sous-entendre que la science aurait assez progressé pour dépasser ce terme jusqu'à en abandonner l'usage. Dans cette période dominée par une profonde crise de la représentation du grand nombre par le petit nombre qui se traduit entre autres par l'accession au pouvoir des plus « fétichisés par leur image », force est de constater que cette supposée normalité scientifique comportementale y est spectaculairement prise en défaut. Tant que nous ferons partie d'Homo sapiens, la politique ne sera jamais la projection terme à terme sur la complexité du monde d'une quelconque normalité cérébrale. Qu'à cela ne tienne pour authentifier ce progrès, des administrateurs de « bureau sans fenêtres » ont été chercher le soutien de leur aveuglement zélé dans une catégorie clinique Fourre-tout, celle des Troubles Neurodéveloppementaux (TND), l'article d'Anne Delègue tout en précisions et retenues dans la revue « Pratiques » des cahiers de la médecine utopique de juillet 2023 en déplie précisément son incongruité. Catégorie qui pour exister laisse entendre qu'il y aurait un développement cérébral scientifiquement normal, mélange d'incompétence et de stupidité, qui en dit long sur notre époque. Un TND valable pour tous les « poids morts » et autres opposants/résistants en folie à la bêtise des maîtres/dirigeants de cohortes qu'ils s'inventent pour en faire l'objet de leur servitude illusoire. Il faut dire les choses telles qu'elles sont : parler de TND ce n'est rien de moins que de prendre les personnes dites autistes pour des crétins mal foutus du cerveau, il y a là un irrespect fondamental, un fondamentalisme scientiste qui en est venu à faire pour certains « association » d'incompétences hiérarchisées, j'y reviendrai... Cela pourrait porter à rire si ce n'est que cela participe activement au soutien d'une montée en puissance d'une politique de la mascarade produite et imposée par une sous-traitance administrative incompétente, ce que Lucien Bonnafé appelait la « Gestocratie ». C'est-à-dire la promotion et l'autonomisation d'une incompétence gestionnaire, en place de tout programme politique, ici de santé. Une politique du mépris de l'accueil de nos diversités, de nos hétérogénies par une administration du traitement de masse de tout ce qui s'apparente de près ou de loin à ce qui sortirait du rang de l'invention de leur bureau des normes. De mon point de vue il faut éviter dans ce contexte un premier écueil, la résistance aux traitements comportementaux ne relève pas d'un choix théorique inapproprié, comme bon nombre d'écoles de psychanalyse l'imaginent en expliquant que leurs théories du psychisme seraient "thérapeutiquement" plus efficaces que les théories comportementales parce qu'elles s'adresseraient au sujet... à leur sujet. Peut-être aurais-je le temps

de revenir aussi sur ce point, des sujets il y en a plusieurs en fonction des appareils de lecture qui s'y intéressent. Ceux que font les théories comportementales en s'adressant prioritairement au système soignant relèvent d'un déplacement du lieu des sciences de l'éducation « pour tous » qui visent à penser une transmission des savoirs, ce qui inclut ceux qui présentent quelques difficultés. Déplacement vers une science neuronale des inadaptes de l'apprentissage. Les sciences de l'éducation concernent le plus grand nombre et en ce qui concerne le « traitement de masse » des élèves, ils en connaissent un bout. Un bout de la complexité qui inclut non seulement le milieu social, mais aussi les dispositions personnelles. Ils ont assez de répondant et d'analyse historique pour que nos gestionnaires de bureau préfèrent éviter de s'y frotter, ce n'est pas à eux que l'on pourrait vendre cette niaiserie du traitement « psycho éducatif » modèle d'une rééducation comportementale du TND. Connaissent-ils l'usage que l'URSS a fait en son temps de la psychiatrie et du terme de rééducation appliquée à la catégorie des troubles dits neuro-politiques ? Comment osent-ils en démocratie proposer ce traitement supposé miracle de tous les troubles du spectre autistique (TSA). Effectivement le mur de Berlin est tombé en novembre 1989, ce qui m'avait fait dire au regard de l'évolution de nos démocraties libérales qu'il était tombé du mauvais côté pour les deux côtés, nous avons intégré la gestocratie soviétique qui, elle, avaient en retour intégré le dirigisme capitaliste. Depuis la fin du XIXe et le début du XXe siècle, les sciences de l'éducation ont démontré le peu de pertinence d'un système éducatif purement comportemental, récompenses et punitions comprises, une psychoéducation de nos neurones en particulier pour ceux d'entre nous qui ne s'adaptent pas à un environnement reconnu « d'utilité publique normalisée ». Ce déplacement d'une question propre aux sciences de l'éducation vers le dispositif soignant signe une attaque contre l'adaptation au cas par cas des dispositifs de soins psychiatriques pour la remplacer par un traitement de masse et transformer ainsi la question du soin en police sanitaire des inadaptes et en faire, consciemment ou pas un modèle de gestion des populations. Quand des écoles de psychanalyse disent qu'elles pourraient faire mieux, ça fait froid dans le dos, elles ne se rendent pas compte dans quel guêpier elles se fourvoient, ce qui nous rappelle qu'en toutes pratiques humaines, il convient de savoir à quel moment on quitte l'appareil de lecture spécialisé pour basculer dans la politique. Il convient de s'opposer avec la même vigueur à toutes propositions soignantes en provenance de la psychanalyse qui s'inscrirait dans un traitement de masse se prévalant d'une théorie du sujet quelle qu'elle soit, sous le prétexte d'en soutenir la pertinence en arguant d'une pratique, celle de tenir compte du sujet au « un par un ». Le « un par un » n'est pas le « au cas par cas ». Ce n'est pas du tout le même genre de considération logique. Philippe Rappard aimait à rappeler qu'il n'y pas de thérapie psychanalytique, la psychanalyse permet de réfléchir sur ce qui s'y joue et non pas sur ce qui doit s'y jouer. Quand je parle de gestion des populations ce n'est pas une hypothèse c'est un fait, pour preuve : il conviendrait de soumettre à la « science neuronale des bonnes conduites » le traitement des personnes radicalisées risquant de commettre des actes terroristes... C'est en ce sens que je pense que nous avons changé d'époque, la question n'est plus seulement de convaincre certains d'entre nous de ne pas hésiter à consulter les différents professionnels du soin psychique au sens large en cas de besoin, mais bien dorénavant de soumettre les demandes à une théorie de la norme. Pour mémoire je rappelle que si Lacan fut un psychiatre aliéniste, ce qui ne veut pas dire qu'il était pour les théories aliénistes, loin de là, tout simplement on n'échappe pas au paysage de son temps, dans ce paysage il n'a eu de cesse de séparer la psychanalyse tout autant de la psychiatrie que de la psychologie pour s'opposer à toutes formes de réponses prévues parce qu'attendues par la théorie. Il est vrai que certains lacaniens ne cessent de rappeler qu'il a effectivement dit qu'il ne reconnaissait qu'un seul psychiatre, le fameux De Clérambault, le maître de l'IPPP, celui qui officiait dans la tour pointue... Ils oublient, quand on s'attache un peu à son style, que sa critique de l'aliénisme lui avait fait choisir ce dernier pour sa folie, celle qui lui avait permis de retrouver une logique assez en résonance avec la sienne de folie,

cachée et « drapée » dans sa prestance « surréelle » (pour ceux qui ne le savent pas, il aimait photographier différents objets recouverts d'un drap aux ondulations dissimulant la réalité sous-jacente, la réalité du regard clinique...) pour qu'il la discerne et la formule dans le délire érotomaniaque... En ce sens, bien que psychanalyste j'accorde trop d'importance à l'apport de Lacan pour être lacanien, pour ne pas effacer ce dont il parle en le réduisant à la forme figée de ce qu'il en dit, soit d'en faire l'usage d'une vérité gravée dans le livre. Ma génération fut celle de la psychiatrie de secteur ce qui ne veut pas dire que nous étions aveuglément pour le secteur. Notre syndicat avait alerté en son temps sur les risques de nos possibles pratiques afin que la psychiatrie de secteur se prémunisse de toutes mises en coupe réglée des enfants et adultes dans des catégories d'obéissance aux soins proposés par le dispositif sectoriel.

Nous assistons à un délabrement d'une politique de solidarité dont la réponse psychiatrique, qui se devrait avant tout d'offrir une solidarité éclairée dans l'accueil de qui, non seulement souffre, mais aussi proteste contre ce qu'il perçoit d'une difficulté personnelle de vivre avec les autres. Que l'on puisse, dans un deuxième temps, se rassurer les uns les autres avec des classifications catégorielles est sûrement de l'ordre de l'incontournable, il faut bien se doter de repères pour échanger entre nous. La clinique désigne ce domaine de partage de ce qui pourrait nous éclairer dans certaines orientations de nos pratiques. En aucun cas la clinique ne désigne les personnes en elles-mêmes, il ne faut pas confondre l'appel à soutien par des réductions conceptuelles avec les personnes. L'intérêt principal de l'usage clinique, c'est d'être discutable et critiquable. C'est en ce sens que Franck Chaumon avait pu dire à plusieurs reprises dans notre service : « la clinique c'est de la merde », quand il percevait que nous étions sur la pente de plier les patients à ce que nous en disions entre nous. C'est une remarque d'importance pour ce qui va suivre, la clinique porte en elle la part de déchet dans l'analyse de nos pratiques, d'autant plus importante qu'il n'y a pas de pratique sans déchets. Aucune discipline dans notre domaine n'échappe à l'emploi de concepts simplificateurs, ainsi nous qualifions volontiers de névrotiques ceux qui critiquent nos narrations dominantes des mises en scène organisant les rencontres de nos corps, quant à ceux qui nous posent des problèmes quant à nos repères de base dans la vie quotidienne, nous avons parfois vite fait de les qualifier de psychotiques. Comme je ne veux pas me lancer dans un partage clinique, toujours on ne peut plus discutable, je laisse de côté les usagers les plus protestataires contre toutes formes de réussite sociale autre qu'interrogée par l'immédiateté du désir dans une appropriation sans retenue effectuée par un acte incontrôlable, ceux que l'on qualifie de psychopathes...

Jusqu'à preuve du contraire, preuves qui nous feraient quitter notre espèce Homo sapiens, la folie n'est pas une maladie d'organes au sens médical du terme, elle signe plus ou moins frontalement un constat, une impossibilité voire un refus c'est selon, celui de ne pas pouvoir se fondre facilement dans nos systèmes de rationalité. Je le répète à l'encan, le cerveau ne secrète pas la pensée comme le rein secrète l'urine... Diversité des rationalités comme autant d'offres d'accueil, toile de fond pour une transmission du partage de notre entrée dans la culture. Souvent pour ne pas trop s'avancer et rester dans un entre-deux on parle de causes multifactorielles, pourquoi pas puisque ça laisse pas mal de portes ouvertes, ne sommes-nous pas tous et c'est heureux des êtres profondément multifactoriels... pourquoi la folie y échapperait-elle ?

Je fais cette petite remarque parce que notre époque apparaît préférer la pathologie synaptique aux multifactoriels. Une façon de fabriquer une vérité pseudoscientifique en transformant les effets en cause. Quand vos synapses clignent parce que vous levez le bras, cette zone deviendrait la cause qui vous fait lever le bras, ici inversé dans la pathologie parce que non socialement attendue : votre bras s'est levé alors qu'on ne vous l'a pas demandé...c'est bien là que se situe le trouble, science neuronale de l'autisme nous y voilà. Qui plus est le petscan n'est pas prêt de vous dire, analyse de

tous les clignotements neuronaux comprise, si votre bras qui se lève effectue un salut amical ou provocateur... Une des façons de nier cette évidence consiste à développer un suprématisme neuronal qui tente de promouvoir une psychiatrie de la norme cérébrale, une psychiatrie qui ne relève ni de la science, ni du scientisme, mais de ce que j'appelle la scientasmatique, le fantasme qui consiste à transformer les êtres que nous sommes en objets d'un savoir sur notre bon usage de nos neurones. Il faut se rendre à l'évidence, le comportementalisme représente la police d'un État colonialiste de nos neurones. Si la Révolution française a produit les psychiatres aliénistes, l'après-guerre s'est offert une petite pause avec la psychiatrie de secteur, il est fort possible que nous entrions dans une période où l'on demandera aux équipes psychiatriques et autres psychologues et infirmiers d'être ceux de la norme.

Comment en sommes-nous arrivés là, comment en une génération sommes-nous passés d'une politique de l'espérance disons celle qui va naître sur les décombres de la Deuxième Guerre mondiale, celle du Conseil national de la résistance, coup de pouce de mai 68 inclus, à une destruction progressive de notre plus commun, de nos services publics jusqu'à ce que les citoyens que nous sommes en perdent l'envie d'aller voter.

C'est ce que je vais essayer de déployer devant vous, non pas pour produire une vérité, mais pour tenter de construire quelques repères pour mieux nous associer dans la résistance à cette transformation de la question du soin en police sanitaire des populations.

Si nous voulons lutter contre la mise au pas de toutes initiatives soignantes, nous ne pouvons plus nous contenter des protestations anciennes comme évoquées plus haut, nous ne pouvons plus argumenter que nous serions de gentils dépositaires de la souffrance individuelle, que nous disposerions avec les psychologies, psychanalyse comprise, d'outils d'amélioration de notre espèce. Il nous faut un peu balayer devant notre porte. Les recherches tout à fait respectables, quant à la façon dont nous nous débattons avec la production d'une signification humaine, ne nous autorisent pas d'interdire à chacun de se doter de quelques petits bouts de sens personnels pour se reconnaître dans sa singularité au milieu des autres. Il ne saurait y avoir un savoir de surplomb quel qu'il soit, philosophique, scientifique, médical, psychologique ou psychanalytique. Qu'il y ait de multiples recherches en ce sens tout cela n'est pas critiquable et fait partie de nos errances plus ou moins ouvertes dans la culture, par contre ce qui l'est, serait de croire que la recherche aurait valeur immédiate d'une vérité prescriptive. Libre à chacun de se rassurer avec un développement de l'enfance éclairé par les stades de Piaget ou de Freud pour ne citer que deux élaborations assez contradictoires, cela ne veut en aucun cas dire que les enfants que vous rencontrez doivent s'y soumettre comme il se doit. Puis-je rappeler un simple constat, qui m'a valu quelques regards méfiants pour les avoir prononcés à l'invite d'associations de psychanalystes : l'enfance est une invention des systèmes de rationalité du monde adulte, rationalités qui varient avec les différents types d'organisation sociale pour ne pas dire tribale. Par contre ce qui peut nous éclairer en ce qui concerne le personnage de l'enfant tient à ce que ce dernier peut interroger à la fois notre passé ou plus particulièrement la nostalgie de notre enfance, si vous entendez par nostalgie le fait de croire que vous regrettez d'assister à la perte de ce que vous n'avez jamais vraiment eu et en même l'enfant représente l'avenir de ce que vous imaginez devoir transmettre. Sartre dans « les mots », dit, je cite de mémoire, en parlant de ses parents : « j'étais un enfant, ce monstre que mes parents avaient conçu avec leurs regrets ». Bref les enfants soldats n'ont jamais inventé la guerre... À ce titre, l'enfant et la femme sont deux personnages dont les effets de notre bascule dans la culture attestent qu'il faut avant tout s'en méfier au point de les tenir en laisse. Permettez-moi de vous rappeler ce que vous savez déjà, notre bascule dans la culture qui nous a contraints à croire que nous devons partager des imaginaires d'obéissance de notre rapport au monde, s'est quand même aperçue que si

les femmes donnaient la vie, il ne restait plus aux hommes qu'à devoir donner des ordres, en particulier dans la transmission. Suite à ce constat, si le « nom du père » peut à la limite faire repère de cette charge politique imaginaire dans la transmission au point de vouloir faire de ce choix une donnée structurelle (il y aurait beaucoup à dire sur certaines utilisations du terme structure, mais cela sortirait du sujet, c'est le cas de le dire...), la forclusion dans une théorie de la psychose ne vaut pas forclusion dans le réel politique de la folie...même les chiens ne sauraient forclure notre langage symbolique dans son pouvoir de captation, ce qui signe qu'il est très envahissant au-delà de notre espèce, il s'autorise, nous en faisons tous partie, à parler de notre planète en colonisateur de nos significations inabouties. Peut-être même que ce langage symbolique qui nous a fait basculer dans la culture répond en le formulant dans ce même langage au paradoxe de Fermi, la culture dans son évolution s'inscrit-elle préférentiellement dans le devenir d'une maladie mortelle pour le vivant du haut du panier ?

Il n'en persiste pas moins que si nous voulons résister à cette période de régression, je crois utile de nous instruire les uns les autres du changement de paysage pour mieux nous y opposer.

Bon nombre des outils techniques que nous avons inventés dans un mouvement d'accélération exponentiel, nous échappent tant ils bouleversent nos imaginaires culturels avec une rapidité qui ne peut que nous laisser sur place, quand nous sommes passés de l'âge du bronze à l'âge du fer cela s'est organisé sans avoir le couteau en fer sous la gorge d'emblée... Ce que je vais essayer de déplier devant vous, c'est en quoi l'importance des défis à relever au regard de l'extinction de nombreuses espèces et de la mise en danger de notre environnement vital, ce qui n'a jamais existé depuis que l'homme est homme, produit un effacement de nos rapports factuels à la réalité ? Et là-dessus, la folie ne cesse d'en secouer l'arbre de la connaissance... devenue l'arbre d'une sorte de complotisme contre la vitesse de transformation de notre réalité, un aveuglement gestocratique pour échapper aux effets délétères de nos dérives civilisationnelles, pour échapper à toutes critiques concernant certaines « folies institutionnelles » de notre époque. Ce que nous désignons folie, celle de ces autres, celle qui nous dérangeant, n'est pas sans répercussions critiques envers nous-mêmes au point de nous tenter pour arriver à réduire tout ce qu'elle provoque en nous. Pourtant son accueil et ses rejets n'ont pas été sans faire des enseignements depuis des lustres jusqu'à se faire en son temps messagers des dieux. Et voici que de nos jours une vulgate administrative, pour promouvoir sa fonction d'aveuglement face aux défis de notre présent, se complaît dans des slogans de pacotille en bannissant jusqu'à son terme pour mieux effacer la longue histoire de ses multiples polysémies pour en faire une simple erreur évolutive, un simple trouble dans l'adaptation de notre cerveau aux contraintes d'une « scientasmatique » universelle. Universel dont Foucault a eu le mérite de rappeler qu'il était toujours d'invention locale. Que disait déjà cette réplique de cinéma, « les cons, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît », avec ici un petit plus, ils sont payés par nos impôts pour occuper le terrain du vide de la chose publique avec une montée programmée de l'incompétence érigée en possibles contraintes, en formes opposables...un accès de « gestionnite » aiguë récent en apporte la triste preuve : un amendement déposé par onze sénateurs, commande de mettre fin, à compter du 1^{er} janvier 2026, au remboursement par l'Assurance maladie de tous les soins et prestations « se réclamant de la psychanalyse ou reposant sur des fondements théoriques psychanalytiques », c'est tout ce que ces sénateurs cacochymes trouvent à dire alors même que l'on meurt aux urgences, que les services publics ne cessent de se dégrader en particulier la psychiatrie publique qui est dans un état lamentable. Onze sénateurs hors-sol qui confirment la profondeur de la crise de la représentation : pour cette simple raison que la psychanalyse n'a jamais donné lieu à remboursement. En fait cette bétise est intéressante, elle attaque la liberté de penser, si vous évoquez en vous l'apport du domaine de la psychanalyse ou d'une quelconque éthique pour vous aider à réfléchir, vous êtes en faute, inouï ! Bien pire qu'une atteinte à la liberté d'expression. Ces

sénateurs devraient rendre des comptes devant le peuple, pour cette attaque antidémocratique de type ouvertement totalitaire. Ça en dit long sur la gravité et la profondeur de la crise de la représentation nationale. Profondeur de la crise qui n'épargne personne, la réponse de trois psychanalystes on ne peut plus respectables dans le journal Le Monde de décembre 2025 montre que le désarroi pousse au retranchement du spécialiste qui assure que la psychanalyse est très attentive aux mamans, qu'elle tient le plus grand compte de la singularité... ils répondent en miroir dans une demande de considération, de supplique pour que la psychanalyse soit reconnue dans son efficacité singulière, ils ont tout à fait le droit de défendre leur inscription sociale, à ceci près que ce n'est absolument pas le problème, c'est même dangereux, imaginez que le « bureau sans fenêtre » dise d'accord à la condition d'obtenir un diplôme de psychanalyste relevant de ce même « bureau sans fenêtre » et va pour un traitement de masse psychanalytique... La réponse ne relève absolument pas d'une mauvaise indication : comportementalisme contre psychanalyse, elle est politique, rien de moins qu'une régression vers une police sanitaire.

Je vais essayer de vous proposer en quoi avec le passage des démocraties libérales au néolibéralisme, la perte par les États-nations d'une grande partie de leurs habituels leviers politiques ont contraint ces derniers à de nouvelles stratégies politiques, dominées par une sous-traitance des biens communs pour les soumettre à des normes budgétaires présentées comme le nouveau réel néolibéral, quitte à soumettre nos biens publics à une vente à la découpe au profit du privé. Ce passage est un constat relié à l'évolution des sciences et techniques en particulier l'apparition au milieu des années 70 d'une gestion inter-monnaire digitalisée et instantanée des flux monétaires, soit le passage d'un imaginaire du pouvoir de la production, de l'imaginaire des œuvres, de la « fonction ouvrière » voire du modèle de l'artisanat quand cela est nécessaire, vers un imaginaire prépondérant du pouvoir de la finance. Quand je dis fonction ouvrière ça inclut dans l'histoire la forme esclavagiste... Il n'y a là aucun regret de la période précédente, j'avais, lors du premier meeting après l'annonce faite par Sarkozy de protéger les équipes psychiatriques de la « dangerosité » des personnes dites schizophrènes, pris soin de préciser que ce n'était pas parce que c'était pire maintenant que c'était mieux avant. Je ne m'éloigne pas de la question de la folie et de la psychiatrie qui dans la suite de la modernité des Lumières avait été désignée gestionnaire de la folie. Gestion de l'insensé qui pouvait à ses marges proposer des accueils de la folie qui se soutenait de la valeur des œuvres en dehors des lois de l'offre et de la demande marchande. Valeur des œuvres éclairées par ses marges, ce que Michel Foucault soulignera avec sa : « folie l'absence d'œuvre ». J'insiste il n'y a là aucun angélisme sur la période précédente, l'art brut s'expose et se vend, il n'empêche qu'il modélise une autre image de l'artiste en soulignant en quoi l'Art par son marché est avant tout une dépossession de l'artiste. En quelque sorte le libéralisme pour maintenir un mainstream psychiatrique tout à son service pouvait se satisfaire si ce n'est se vanter du maintien de quelques expériences marginales de son rapport à une création « libre ». Possibilité qui n'a plus lieu d'être avec le néolibéralisme, ce dernier a déplacé ses actions d'une politique de la chose publique vers une adaptation gestionnaire aux normes de la circulation de la fabrique monétaire, il suffit pour s'en convaincre de repérer les modifications syntaxiques, la politique est dorénavant, avant tout, géopolitique, une géopolitique des influences monétaires. Nous sommes devenus des acteurs/spectateurs de rapports de force qui nous dépassent assez pour faire de notre valeur « économique » une valeur d'adaptation à ces mêmes rapports. Ce qui a profondément changé tient à ce que le paysage de la citoyenneté ne relève plus d'une mise en scène au sein des pouvoirs politiques d'un État-nation, dorénavant les modes de vie des citoyens relèvent d'un emprunt sur les marchés mondiaux relayés par nos États. J'insiste, la création monétaire ne relève plus d'un imaginaire de la valeur œuvrée voire de l'œuvre dans les scénarii de l'offre et la demande, la monnaie se crée par l'emprunt. La question centrale n'est plus celle d'un imaginaire de la production

des œuvres, du prélèvement de sa plus-value, de sa valeur salariale, de la capitalisation de ses plus de jouir effectifs, d'une psychologie philosophique, de ses mêmes plus de jouir. La maîtrise se situe dans la circulation des normes d'objet qui s'imposent aux personnes, ce qui inclut les normes neuronales qui régleraient nos systèmes d'obéissance aux modélisations géopolitiques. Ce que j'essaie de préciser ici pour bien comprendre ce qui nous arrive tient à la mise sur le devant de la scène d'un référentiel absolu, celui de la dette qui en vient à plier toutes les politiques des services publics à cette nouvelle contrainte. Les politiques de santé sont sous-traitées à des organismes gestionnaires du remboursement de la dette. Ce qui fait autorité c'est la dette, en ce qui nous concerne la haute autorité de la dette. La politique peut bien par-ci par-là poser quelques questions au domaine de la Raison voire à celui de la pertinence, mais tout cela est relégué au secondaire, au non efficace face aux normes gestionnaires. Sur le plan des pratiques, ce n'est plus le hors-raison qui prime et son accueil, traitement compris, c'est l'hors-norme. D'où la promotion par ces organismes de tout ce qui peut concourir à un traitement de masse de l'hors-norme sous l'autorité d'un réductionnisme de la complexité du vivant pour n'en retenir que l'expression d'un lignage programmé de ses erreurs sous le référentiel du trouble neurodéveloppemental. Le trouble neurodéveloppemental est le référentiel politique du traitement de masse. Ce dernier a pour mission de débusquer les populations ne disposant pas des capacités neuronales permettant d'être emprunteur de sa place sociale pour les « psycho-réduquer », c'est leur terme, le terme produit par l'idiot du « bureau sans fenêtre ». Je crois plus qu'illusoire de se payer une boîte de lobbying pour faire reconnaître la validité de la psychanalyse dans ces conditions. Plus qu'illusoire parce que profondément dangereux du soutien produit en retour par cette demande de reconnaissance envers la monstruosité des bureaux de la sous-traitance du vide politique dominant notre période. La psychanalyse, celle dans laquelle je me reconnais n'a rien à voir avec l'effacement de sa place historique : être du côté du singulier, ne consiste pas à la réduire à une théorie du singulier, mais de mettre à la disposition, de qui veut s'y coltiner directement, ou indirectement par effets politiques en écho, un dispositif d'interrogation par la parole des domaines de promotion de la singularité et ils sont nombreux bien au-delà de la sphère familiale, ce qui implique de pouvoir se confronter, si d'aventure cela émerge, au déroulé de la parole dans son rapport au concept de causalité, concept qui colle à la question d'un sens partageable dans ce qui ne se « cause » pas, libre, bien sûr à chacun, de se doter des causes qui lui importent. La psychanalyse n'est pas sans effet sur la politique, toute la densité du lien social tient à ce qui ne peut pas se dire. J'en reste là, c'est une position assez minoritaire, il est vrai. Mais ce qui importe ici dans le domaine du soin consiste à accepter, sur le plan des pratiques de l'altérité qu'elles relèvent d'un artisanat de la question de la singularité, que l'on soit psychanalyste ou pas, peu importe, la psychanalyse fait partie de notre histoire et nous dit que du point de vue du singulier, nos pratiques ne peuvent être qu'antipsychologiques tout comme du côté du collectif elles ne peuvent être qu'antiphilosophiques. Je ne dis pas antiphilosophe ou antipsychologue, je ne dis même pas anti-maître, ce serait tomber dans le réductionnisme que je dénonce, par contre anti-maîtrise sûrement. La psychanalyse éclaire la chose commune pour ne pas dire la question démocratique en permettant de concilier la question du commun avec le « comme un », question qui interroge toutes sciences des cohortes. L'hystérie dans notre histoire est la première protestation contre une science politique de la cohorte du féminin. Protestation du « comme un » contre son exclusion par la démocratie grecque dans le corpus hippocratique, ce « un » souligne en quoi : plus c'est valable pour tous, moins c'est valable pour « un ». Avec la modernité, la question hystérique se poursuit autrement, en réponse au philosophe qui proclame qu'il n'y a de philosophie que de son temps, que son temps est la modernité et qu'il est lui, Hegel, la modernité incarnée en philosophie, l'hystérique répond à la démocratie moderne : super mon cher Hegel, mais quelle différence au niveau singulier entre « être maître de soi » et « être esclave de soi ». Freud sera dans un premier temps assez dérouté pour penser que cette question, dont il ne

perçoit pas la forme pour n'en percevoir que les effets qu'il imagine, en bon médecin des Lumières, relever d'une cause pathologique, celle d'une scène de séduction traumatique... Vous connaissez la suite, la suite de son génie, de ne pas y donner de suite pour penser plus opportun, de prendre dans son élaboration, la place de l'hystérique. Tout ça est encore loin d'être accepté. Comme l'énonçait sur la fin de sa vie Jacques Lacan, la psychanalyse apparaît bien faible devant la religion, peut-être se rappelait-il de la peur qu'il avait eue de devoir débattre avec Robert Castel, débat organisé par Maud Mannoni et annulé au dernier moment, semble-t-il, par Lacan lui-même. Cette religion Robert Castel lui a donné le nom de « psychanalysme », un ordre psychanalytique au service du pouvoir, ce que je désigne dans mon jargon de psychanalyse aliéniste. Je vous le dis sans plus d'explications, chacun y trouvera ou pas ce de quoi faire son beurre, on ne peut être psychiatre que contre la psychiatrie par contre on ne peut être psychanalyste que pour la psychanalyse.

J'en reviens à cette page qui ne cesse pas de se tourner, adieu Érasme qui avançait qu'il ne saurait y avoir de raison sans un grain de Folie à qui Pinel répondit en écho, pour justifier l'espoir d'un traitement de la personne du fou, qu'il n'y avait pas de Folie sans une pointe de Raison. Pour le dire autrement avec cette intendance des normes des emprunteurs que nous devons devenir, il conviendrait que la citoyenneté s'équivaille au modèle du micro-entrepreneur de ses normes neuronales inventées par une « Élite » experte en géopolitique cérébrale universelle, une neuroscience de l'emprunteur de ses normes de vie. Constat un peu excessif direz-vous et je pourrais le concéder en partie, mais pas trop en ce qui concerne la sous-traitance par des systèmes administratifs qui dans ce désarroi politique n'ont pour se maintenir et se reproduire que de devenir les producteurs des normes les plus aveugles et les plus stupides qui soient. Le passage du libéralisme au néo-libéralisme médiatiquement soutenu avec force par le passage de l'emploi du terme politique à celui de géopolitique, cette référence qui fait de nous les spectateurs obligés et normés de rapports de force qui nous échapperaient assez pour qu'une intendance de la dette mondialisée remplace insidieusement dans les faits tous les traitements politiques de la chose publique. De tout temps la folie a interrogé la chose publique et cela continue, les pratiques locales de cette interrogation sont indissociables de son accueil prélude à tout « traitement ». Constat qui vise à préciser en quoi cette transformation va modifier des stratégies politiques locales pour laisser à des systèmes de gestion comportementale présentés comme performants la colonisation de toutes pratiques individualisées. J'emploie ici le mot comportement pour souligner en quoi une science comportementale applicable aux autistes, mais pas seulement, est avant tout une science de la négation de la réalité de nos dérives civilisationnelles. Ce que nous appelons comportement au sens précis du terme désigne l'appel à une réponse. L'exemple type peut être illustré par la réponse en situation de catastrophe, si vous loupez une marche dans l'escalier, il apparaît préférable de se saisir de la rampe si cette dernière est à votre disposition, plutôt que de prendre le temps de discuter avec vous-même de sa bonne situation spatiale voire de son esthétique. Ce n'est pas parce que l'on peut utiliser par extension le terme comportement aussi pour préciser en quoi quelqu'un se débrouille avec ses us et coutumes qu'il faut le généraliser à ce point pour faire des autistes un état de catastrophe permanente. Ce que nous souligne la folie, ce terme qui a le mérite d'avoir existé bien avant notre modernité, c'est qu'elle nous en dit plus qu'on ne le croit du paysage qui lui donne corps et qu'elle est d'autant plus ciblée que ce paysage subit des transformations difficilement pensables. Notre époque non seulement n'y échappe pas, mais sa « folie » collective a pris une telle ampleur gouvernementale qu'elle en est arrivée à se refaire une « santé mentale » en s'attaquant à la « folie individuelle » par le recours à une science du traitement de masse.

Quitte à me répéter, il est bon de rappeler d'où nous venons : de ce temps de l'homme moderne, de la modernité, ce n'est parce que nous y pataugeons plus que de raison que l'affaire est close, le traitement de la folie s'est fait jour dans la suite de ce qu'on a appelé les Lumières. Il n'y a dans la

référence aux Lumières qu'une prise en compte d'une conjoncture historique, aucune sacralisation outre mesure d'un terme qui porte en lui, plus que de « Raison » l'avenir d'un rêve, celui d'un nouveau regard porté sur le monde¹. Espérance de voir aboutir une euphorie philosophique où de nouveaux savoirs entraperçoivent un autre monde sous l'égide d'une nouvelle fiction politique, celle de la Raison. Une nouvelle « norme » politique censée établir sa pertinence au sein d'un nouvel assujettissement de chacun à sa supposée Raison représentée politiquement par le bien nommé « Sujet », étiré avec l'avancée des Lumières entre le sujet du roi et celui de la république sous fond de démocratie libérale. Un certain Lacan a proposé d'éclairer ce grand écart politique imposé au personnage de la modernité, à son « sujet », en décrétant qu'avec ce sujet de la modernité il devenait opportun, politique d'un citoyen en conscience oblige, de reconnaître que celui-ci pouvait être reconnu comme maniant des signifiants ce qui incluait d'être aussi manipulé par ces derniers. Façon peut-être pour lui, de nous prévenir qu'à la dialectique de la conscience hegelienne, il était hors de propos d'y substituer une dialectique de l'inconscient. J'insiste c'est une fiction, dans cette fiction la folie va devenir le hors raison, pour Michel Foucault son inverse, et la psychiatrie validera scientifiquement ce qui échappe à la Raison au point que dans le code napoléonien le droit fera de la folie un domaine lui échappant au titre du fameux article 64. La psychiatrie moderne a pour mission de gérer ce qui est exclu du droit commun et si cela est possible de lui appliquer un traitement dans un lieu dédié l'asile psychiatrique. Je ne m'attarderai pas là-dessus, ce sont des banalités de base diraient les situationnistes. J'en arrive aux organismes de sous-traitances, du retour de l'asile pour tous en milieu ordinaire.

Pour mémoire à la fin des années 90, la France était encore citée en exemple pour son système de santé, la psychiatrie quant à elle pouvait se prévaloir d'avoir inventé « *la voie française pour la psychiatrie...* » en août 2004 la santé se dote d'une haute autorité, ce qui fait autorité n'est ni haut ni bas, remarquez qu'en toute impudeur le concept d'autorité devient hiérarchie d'un niveau de donneurs d'ordre... Bref cette « autorité » prend entre autres sous sa coupe la psychiatrie française alors qu'elle joue en première division, qu'elle est citée en exemple par nos voisins, vingt-cinq ans après, sous sa haute autorité, la psychiatrie est exsangue et peine à jouer en quatrième division, qu'à cela ne tienne via les ARS, elle s'évertue de toute sa hauteur à prodiguer des recommandations où le négationnisme de cette déchéance se transforme en révélation pédante : « *Autisme de l'adulte : tout mettre en œuvre pour l'autonomie, l'inclusion sociale et la qualité de vie* ». Ça alors personne n'y avait pensé, ils sont payés pour dire de telles inepties, avant eux la psychiatrie n'existait donc pas, vous et moi comme beaucoup d'autres, nous nous serions battus alors qu'on « *jouait en première division* » pour que les autistes devenus adultes restent le plus dépendants possible, pour qu'ils échappent à tous retours vers le milieu ordinaire et surtout nous aurions milité pour qu'il ait une vie sans qualité, de merde pour le dire poliment ! Sans commentaire, la réplique de cinéma plus haut citée vient de passer dans la réalité administrative de la haute administration des slogans. Comment peut-on accepter une telle pédanterie diffamatoire envers nos engagements ? Si j'ai choisi cette comparaison, c'est pour rappeler qu'aucun entraîneur d'une quelconque équipe sportive qui l'aurait fait passer en division inférieure ne serait resté en place. Non seulement ils sont toujours là, mais il s'autorise à donner de plus en plus de conseils. Je crois que très récemment un militant de la bêtise administrative, payé par nos impôts aurait dit : dans la psychiatrie de l'enfant il faut mettre les parents au centre... Ce pauvre bonimenteur du « bureau sans fenêtre » ne sait pas que se situe

¹ Rêve qui inclut les débats contradictoires, voire totalement opposés tels ceux entre Hegel qui y reconnaissait la naissance d'un processus historique rationnel avec son autocritique, sa dialectique de la raison et Schopenhauer qui en prenait le contre-pied pour lequel la raison était au service d'une « volonté » aveugle dans son principe comme dans son essence, pour Nietzsche la raison n'est jamais que la forme moderne d'expression du pouvoir, tout ça reste très ouvert et d'une certaine actualité.

toujours au centre ce qui en vient à se dire dans la rencontre... Et que bien souvent il convient d'élargir ce centre... élargissement on ne peut plus ouvert qui ne doit jamais être forcé, c'est le moindre des respects dans l'accueil. Comment peut-on atteindre dans l'organisation du service public une telle pédanterie dans la connerie... Quant à l'évidence on ne connaît rien à rien des situations soignantes, on se la boucle, c'est la moindre des politesses... Si ces administrateurs sortent de l'école de Rennes, c'est à vérifier, alors au regard du peu de connaissances qu'ils ont de la réalité du soin, ne faudrait-il pas la fermer ! Si j'étais ministre de la Santé, hypothèse qui sert à m'offrir une vérité absolue, je ne serais jamais ministre... bref donc si... Alors ce ministre de la vraie Santé devrait se sentir obligé de répondre à l'urgence en commençant par nettoyer les écuries d'Augias... et comme l'école de Rennes se proclame « École des hautes études en santé publique » et qu'elle a formé des entraîneurs qui nous ont fait passer de la 1^{ère} division à la 4^{ème}, il serait grand temps de la fermer pour construire autre chose. De temps en temps il faut être tout simplement réaliste.

Déjà au début des années 2000 avant les ARS ils avaient trouvé un slogan génial comme celui du dépistage précoce de l'autisme. J'ai assisté à de nombreuses réunions où les médecins de PMI, des généralistes et pédiatres avaient beaucoup insisté pour dire qu'il reconnaissait plutôt assez tôt les troubles des enfants et que l'important n'était pas tant de faire le diagnostic le plus précoce qui soit que de mettre en place des dispositifs de soins pour ceux qui avaient déjà été diagnostiqués. Un inspecteur de la Ddass, que je connaissais et à qui je faisais cette remarque m'avais répondu en baissant la tête qu'il comprenait bien, mais qu'il avait des directives. Si bien qu'un jour convoqué par ce qui était encore à l'époque la DDASS avec mes trois autres collègues responsables des services de psychiatrie infanto juvénile de l'Essonne, pour répondre à la sempiternelle question que faites-vous dans votre service pour le diagnostic précoce de l'autisme ? Interrogé le dernier, et un peu énervé, je dois l'avouer, je me suis entendu répondre : « *dans mon service nous avons constitué une commission scientifiquement vérifiée de manière précise, consistant à promouvoir le diagnostic ultra-tardif de l'autisme, partant de ce constat indéniable que si quelqu'un était diagnostiqué autiste tardivement à l'âge de 77 ans, c'était 77 ans de gagnés pour lui* ». J'ai encore en mémoire le regard incrédule de l'inspecteur de la DDASS qui la voix hésitante m'a dit « *vous plaisantez Docteur* » à qui j'ai répondu bien moins que vous. Effectivement, penser pouvoir proposer le diagnostic précoce de l'autisme et d'une imbécillité sans nom, puisque cela consiste dès le plus jeune âge à croire que nos références de classification devraient être validées par un diagnostic tellement précoce qu'il pourrait être fait avant la possibilité de les classer. Cela transforme un savoir théorique en monopole d'orientation existentielle. Autant il faut être présent devant toutes difficultés que l'on peut percevoir chez un enfant sans jamais considérer que ces difficultés doivent être essentiellement perçues sous l'angle d'une destinée attendue. Cette négation profonde du potentiel inouï de la rencontre des enfants avec le monde, pour les réduire à une anticipation dans une classification, relève de la maltraitance. Comment peut-on s'adresser à un enfant, en ne le considérant que sous l'angle, au mieux d'une crainte, au pire de l'espoir de voir ses pouvoirs de prédiction se réaliser, on ne le considérant que sous le regard de sa possible évolution autistique. Rien de moins que de le réduire à l'attente d'un diagnostic établissant la validité d'un savoir scientifique d'opérette. Je suis toujours étonné que ce point de vue soit rarement souligné au point que j'en suis venu à croire que ceux qui parlent de l'autisme ont passé plus de temps à en parler que de s'en occuper. Un jour quelque temps après que notre service eut ouvert un hôpital de jour pour enfants, j'ai reçu un coup de téléphone en provenance d'une administration dont j'ai oublié le niveau hiérarchique qui tenait à m'informer que je n'appliquais pas les directives recommandées en ce qui concerne l'accueil des enfants autistes et qu'il serait préférable que j'observe ces recommandations. J'ai répondu à cette personne que j'étais très intéressé de cette proposition d'une telle hauteur clinique produite à distance, que j'étais bien sûr prêt à les recevoir avec mon équipe, mais que je devais les prévenir de

l'importance de ce que nous allons échanger pour que cela soit filmé afin d'en prolonger l'enseignement au-delà de leur venue... ils ne m'ont jamais rappelé.

Toute cette ingénierie gestionnaire a transformé les services publics en centre de vérification du bien-fondé de leur agitation désastreuse. Une avalanche de recommandations/vérifications consommant des heures et des heures de réunion en présentation de tableurs infantilisants, avec obligation de fournir des données servant principalement à la justification de leur mépris envers les acteurs de nos services publics. Je me souviens d'une réunion du pôle mère enfant ou un jeune représentant de l'administration faisait remarquer que la durée moyenne de séjour en maternité, je ne me souviens plus très bien, dans les 3 ou 4 jours pour un accouchement sans complications, était au-dessus de la moyenne dans cette maternité, du genre 3,89 jours alors que la moyenne était à 3,5. Je lui fis alors remarquer que je n'avais jamais entendu, quand la DMS était inférieure, de tout faire pour l'augmenter et rejoindre la moyenne. En conséquence l'intervention permanente pour réduire la partie supérieure de la courbe, cette dernière par effet en retour sur la moyenne générale construisait une suite convergente vers zéro... Les ministres de la Santé sont-ils intéressés, ne serait-ce qu'un petit peu par les questions de santé en dehors du spectacle plus ou moins gesticulatoire au moment d'une épidémie ? C'est une question que nous sommes en droit de nous poser puisque ça fait des décennies que cette sous-traitance stupide fonctionne. Ça ne leur pose aucun problème d'appliquer une logique d'entreprise au service public. J'imagine qu'ils sont quand même au courant qu'une entreprise qui produit plus, à plutôt tendance selon les lois du marché, à augmenter ses bénéfices. Dans le service public si vous produisez plus vous augmentez les dépenses sociales, si vous ne le saviez pas le social doit obligatoirement être rangé dans la case « dépenses ». Ce qui est bénéfique pour tous devient dépenses pour nos administrateurs. Pour répondre à cette contradiction, les administrations étatiques ont inventé la loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoires » dite loi HPST datant de juillet 2009. Avec cet argument de vendeurs à la sauvette pour attirer le chaland, il conviendrait : « *d'adopter une vision plus globale du service public offert aux usagers* ». Hélas c'est en partie vrai quand vous attendez aux urgences, que vous galérez pour avoir un rendez-vous avec un spécialiste avant six mois ou pour trouver un rendez-vous au CMP du coin, ça vous donne effectivement le temps d'avoir une vision plus globale de l'efficacité de la destruction du service public. La loi HPST est une loi de dilution de la contradiction de l'application de la logique d'entreprise d'origine puisque plus vous répondez à la demande de soins, plus vous créez du déficit, en la diluant sur tout le territoire, vous abrasez la contradiction. Vous répartissez les conséquences des règles qui organisent la réduction des coûts en une nouvelle technique : comment déshabiller Pierre pour mal habiller Paul. Cette dilution va s'accompagner d'une démultiplication des réunions institutionnelles de gouvernance. Je peux en témoigner, avec ce petit effet d'aubaine pour les quelques soignants qui préfèrent les temps de réunion aux temps du soin, ce que j'appelle la promotion hiérarchisée des incompétences, plus vous êtes à côté de la plaque, c'est-à-dire à côté de la réalité quotidienne plus vous avez une chance d'avoir poste élevé dans la hiérarchie... Il faut bien recruter des courroies de transmission (je reconnais que certaines personnes le font avec gentillesse et soucis d'une amélioration du service public) pour poursuivre la dilution de la contradiction : la santé est une marchandise comme les autres, à ceci près que la politique de l'offre prônée par l'économie dominante se voit ici inversée, diminuer l'offre pour ne pas répondre à la demande. Ne croyez pas que vous allez répondre à ça en disant : « nous on est meilleur que vous, parce qu'on s'adresse au sujet ». Ils ont quand même un métré d'avance, il s'adresse au sujet assujetti à l'économie dominante, produit par une gestion monétaire mondialisée. Cette loi n'arrive pas seule, dans le packaging il y a le Développement Professionnel Continu le DPC. Qui peut s'opposer à une amélioration de ses compétences ? Il convient de ne pas sous-estimer l'adversaire, le DPC est un coup assez génial qui reconnaît l'inadaptation de base à la loi HPST et rend obligatoire, sous couvert

de formation, de s'y adapter en permanence. Coup de génie oblige, ces formations sont sous-traitées auprès d'entreprises privées ou semi-privées agréées par ladite Loi. Hélas il faut reconnaître que pas mal d'organismes sont prêts à y participer, pêle-mêle on peut trouver des associations de formations de toutes natures qui s'organisent pour en tirer un peu de prestige et probablement quelques menues monnaies, voire des associations « scientifiques » de toutes obédiences, certaines associations psychanalytiques semblent même rêver d'y participer, pour élever le débat et humaniser les soins s'entend. Qui peut s'opposer à des soins à dimension humaine ? Il n'empêche chaque référentiel à sa propre pente et l'humanisme peut facilement glisser vers un paternalisme condescendant. Le DPC met en route un système permanent et obligatoire de réadaptation aux bienfaits de la loi HPST et de l'HAS. Une question se pose : assistons-nous gouvernement après gouvernement, à la dérive d'une administration vers des directives de plus en plus pré-totalitaires ? En son temps Victor Klemperer avait établi qu'il n'y avait pas manipulation des peuples sans manipulation des mots et au premier chef l'usage d'acronyme du vide, en place de toute innovation, avec son plein d'aliénation dans sa réduction à un sigle. Il avait lui-même pour en souligner le pouvoir, désigné la langue du troisième Reich par un acronyme : la « LTI ». Ouvrez n'importe laquelle de toutes ces recommandations et vous verrez le foisonnement de petites lettres majuscules. Il devrait être possible de quantifier le degré d'incompétence relativement au nombre de sigles utilisés. Notez au passage les assonances entre le Développement Professionnel Continu et le Trouble Neuro Développemental. Tout serait-il affaire de développement contrôlé ? L'HAS ne recule devant rien, elle recrute non pas les cadres de surveillance de sa destruction programmée, elle manipule les mots comme indiqué par Klemperer, les cadres deviennent des experts, un peu comme si au lieu de recruter des gardiens de la paix on recrutait des experts en pacification sociale, l'expert n'est plus celui qui témoigne au nom de son expérience, c'est l'agent d'application d'un choix de gestion : *vous êtes médecin, en exercice en établissement de santé, votre profil nous intéresse !* En tant que médecin, vous pouvez candidater selon deux modalités :

- Médecin expert-visitateur, avec une participation complète aux visites de certification.
- Médecin patient traceur, avec une intervention ponctuelle centrée sur les investigations traceuses.

Vous pouvez ainsi devenir experts non pas pour témoigner de votre savoir, mais pour le mettre au service de leur force de vente. On vient d'inventer une nouvelle catégorie juridique qui n'est plus celle des conflits d'intérêts, mais des experts en accords d'intérêts.

Je ne peux pas terminer sans dire un mot des centres experts et de l'association FondaMental parce que là c'est le pompon. En ce qui concerne les centres experts c'est vite fait, je n'ai jamais adressé un enfant du service dans lequel je travaillais vers un centre expert en autisme, autant il peut arriver d'adresser, pour avis, un enfant vers une spécialité qui n'est pas la nôtre, pédiatrie infantile, neurologie infantile...mais pas vers ce qui fait notre spécialité quotidienne. Par contre j'ai reçu des enfants envoyés par des centres experts avec diagnostic et indications de ce que devait faire le CMP, le mien en l'occurrence. Sur la dizaine d'enfants que j'ai croisés qui étaient passés par des centres experts, petit nombre qui m'a quand même permis d'avoir des retours des centres experts de tous les hôpitaux parisiens disposant de tels centres, j'ai été confronté à l'incroyable pour moi et j'imagine pour nous tous, praticiens ordinaires du quotidien de notre exercice. Ces gens n'exercent pas le même métier que nous, je ne sais pas en quoi ils sont experts, mais sûrement pas en psychiatrie de l'enfant dans le cas présent. Je dirais même qu'ils ne connaissent pas grand-chose à la psychiatrie, ne serait-ce que d'avoir une expérience du suivi, avec en plus une suffisance pathologique, ils se pensent vraiment experts. Un jour on m'a adressé un enfant dont le père avait travaillé dans un pays étranger, y avait rencontré sa future épouse, et de cette union était née des jumeaux vrais comme on dit en langage courant, même si les autres ne sont pas faux, un seul était étiqueté autiste et dans les recommandations pour le suivi, ce centre avait décidé sous couvert de leur expertise proclamée qu'il ne fallait absolument plus que sa mère s'adresse à lui dans sa langue maternelle et qu'il était

demandé au CMP, continuité expertale oblige de suivre cette prescription. J'ai donc décroché mon téléphone pour parler au médecin, l'interne en l'occasion, pour lui demander quelle était cette théorie tout à fait innovante qui lui permettait de penser que l'amélioration de cet enfant autiste passait par l'interdiction de la langue maternelle, je pouvais concevoir qu'une personne comme Louis Wolfson s'attache à faire un travail de promenade des mots de sa langue maternelle vers d'autres langues, mais de là à prescrire le choix stratégique de combat pour ce dernier me paraissait un peu plus qu'exagéré, c'est moi qui fus le plus désarçonné quand ce jeune interne m'avoua que cette indication avait été validée par son N +1. Une autre fois et je terminerai sur ces centres qu'il serait bon de fermer le plus rapidement possible pour en faire des centres de soins, après une réunion avec des gens éminemment sympathiques, pour essayer d'aider une jeune personne scolarisée qui avait été adressée pendant un mois dans un service psychiatrique hospitalier de recherche sans que nous soyons informés de cette décision, ma collègue me fit remarquer que le compte rendu de cette réunion disait très précisément tout l'inverse de ce que j'avais dit... il est vrai que je n'avais pas tout à fait dit ce qu'ils attendaient. Les centres experts sont plutôt, en ce qui concerne l'autisme en dessous de l'expérience moyenne de la plupart des gens qui s'intéressent aux enfants qu'ils reçoivent. Ce n'est pas une affaire de personnes, ces dernières ne sont ni moins ni plus sympathiques que ce que nous sommes depuis la nuit des temps, ils sont le résultat d'une cassure dans la transmission de tout ce qui a pu faire débat et expérience dans le domaine de la psychiatrie depuis plusieurs siècles. Un hasard des réglementations européennes, une bascule imprévue qui a déplacé la transmission de la psychiatrie de son lieu d'origine l'asile, vers les services de psychiatrie universitaire. Services dont les médecins n'avaient pas choisi la psychiatrie en première intention, cette spécialité passant par un internat spécifique avant que cette voie historique ne soit supprimée pour convenance européenne. Cette bascule a remis entre les mains de ces psychiatres par défaut ou choix tardif l'enseignement de la psychiatrie alors même qu'ils œuvraient à l'époque hors du dispositif sectoriel. Ainsi, une génération dans son ensemble, aux heureuses exceptions près, a été formée par des praticiens du non-suivi psychiatrique, ce qui explique en partie que la question de la folie soit devenue pour eux une ordinaire maladie d'hôpital universitaire, une maladie plutôt d'organe. Une maladie d'organe tel que l'association FondaMental une association de religieux fondamentalistes d'un scientisme cérébral qui a le mérite de mettre en œuvre une modélisation ouvertement religieuse, un monopole scientiste du type d'une scientasmatique monothéiste, un monothéisme neuronal, celui qui consiste à transformer une croyance en hiérarchie FondaMentale. Une particularité du monothéisme, qui a sûrement à voir avec l'écriture, avec une écriture interprétable en consigne et autres observances, qui consiste à reconnaître qu'en ce qui concerne Dieu certains sont à même d'en dire plus sur ce à quoi il convient d'obéir. Le fanatisme religieux, soit l'aspect le plus faible de l'autorité religieuse, fait un pas de plus, puisqu'il assoit son autorité en interdisant voire en guerroyant contre ceux qui ne se soumettent pas à son fanatisme. En ce sens l'association FondaMental s'appuyant toujours sur ce groupe de sénateurs en pleine crise de représentation souhaite établir une hiérarchie des savoirs experts s'imposant non pas d'un témoignage d'experts, mais d'une décision réglementaire qu'il faut imposer à tous ceux qui persistent à penser en dehors de leur fondamentalisme religieux.

Fondamentalisme qui transforme une croyance scientiste en une hiérarchie imposée, Une hiérarchie extrêmement précise : les plus incompetents au sommet c'est-à-dire ceux qui expliquent aux autres ce qu'il faut faire sous prétexte qu'ils ne font rien, retrouvant ce qu'avait dit Cornélius Castoriadis à la question que je lui avais posée de la salle au décours de son intervention aux journées de l'association de notre syndicat : « pratiques de la folie », au regard de sa grande connaissance de la démocratie grecque antique : « que pensez-vous pour l'établissement d'une démocratie de l'article 64 qui met hors droit les actes commis en état de folie ». Il m'avait répondu alors sans aucune hésitation : sachez Monsieur qu'en ce qui concerne le domaine que vous évoquez son importance

tient à la convocation des experts dans le débat démocratique, or en cette affaire « les experts sont ceux qui sont appelés à en dire toujours plus à partir de toujours moins ». L'association FondaMental c'est l'association du toujours moins qui ne cesse de prétendre au toujours plus. La ressource de troisième niveau celle pour qui la pratique du suivi psychiatrique et une tâche indigne de leur supériorité autoproclamée d'expert du vide et qui à ce titre peut objectivement indiquer ce qu'il convient de faire au deuxième niveau. Deuxième niveau des psychiatres organisateurs des pratiques psychiatriques pour qu'enfin ceux qui vraiment se coltinent réellement à la folie devienne des agents de leurs incompétences. Il est temps de renvoyer l'association FondaMental au café du commerce des indigences qu'elle n'aurait jamais dû quitter. Non seulement la psychiatrie n'est pas une spécialité médicale comme les autres, mais c'est la seule spécialité dans laquelle si on la compare à la chirurgie, si cette dernière suivait son modèle ceux qui seraient appelés à prodiguer les conseils les plus savants sur par exemple les techniques opératoires, que sais-je, seraient ceux-là mêmes qui se seraient débrouillés pour ne jamais être en situation d'avoir à exercer l'effectivité de leur métier. Incroyable, mais vrai, pourtant l'association FondaMental en est un exemple frappant et je suis prêt s'il le souhaite à discuter psychiatrie avec eux. Comme ils sont incapables de trouver une référence dans leurs pratiques, cette association passe le plus clair de son temps à démarcher les entreprises pour dire que ce sont les meilleurs, mais comme cela ne leur suffit pas, pour être reconnue, elle cherche à l'être par voie réglementaire faute de pouvoir l'être dans la réalité complexe des pratiques. Face à cela et je terminerai là-dessus, si un tel passage à l'acte antidémocratique qui laisse croire que la vérité de la science s'impose d'une réglementation par proposition sénatoriale, peut-on imaginer que des sénateurs oseraient dire qu'il faut imposer « l'hypersymétrie » contre « la gravité à boucle » et encore je prends un exemple qui n'a rien à voir avec ce qui nous concerne parce que ces deux hypothèses relèvent de recherches on ne peut plus sérieuses, avec un tel respect de la complexité du fait scientifique que les personnes qui s'y engagent ont un profond respect les uns envers les autres. Le problème c'est que la psychiatrie s'attachant aux relations entre les êtres que nous sommes peut laisser la porte ouverte aux pires monstruosité pseudoscientifiques. Cela peut laisser certains d'entre nous dans un certain désarroi qui fait que notre métier est de plus en plus déserté dans ce contexte de mépris politique à notre égard. Si une loi est monstrueuse, il faut se mettre alors « hors cette loi » pour en faire une question démocratique incontournable. Charge à nos élus de pouvoir être assez informés des mensonges d'une science des normes contre la politique, dont ils sont en notre nom, les représentants élus. Il en va de la liberté de chaque artisan que nous sommes dans nos expériences diversifiées de l'usage parfois difficile pour certains d'entre nous de nos débrouillardises sociales. La psychiatrie ne saurait effacer l'engagement de l'artisan des difficultés du vivre ensemble qui questionnent toutes pratiques psychiatriques. Nous devons rendre compte de ce que nous faisons auprès de la population, mais rendre des comptes à la baisse n'a rien à voir avec un service public de qualité. Aucune démocratie ne peut imposer un traitement médical de masse applicable par décret à ceux qui les dérangent. Il convient de s'y opposer au nom des personnages et citoyens que nous sommes. Je pense pour répondre à l'ordinaire de la monstruosité de la hiérarchie des savoirs scientifiques par décret, qu'il nous faut affirmer une proposition toute en symbole pour une démocratie qui se respecte. Pour exemple ne serait-il pas judicieux que le Sénat, ce lieu d'une élection censitaire, avec tout ce que cela comporte d'entre soi et d'entregent et d'émergence effective d'un apolitisme morbide, soit transformé, dans une république à venir, en une chambre non pas d'élus, mais de citoyens tirés au sort, nous ne pouvons pas laisser des sénateurs de notre république la détourner aussi gravement... Au sens noble du terme, les pratiques psychiatriques sont aussi des pratiques qui témoignent de l'importance en démocratie d'une politique qui ne transforme pas la complexité du sens du monde en une prescription réglementaire d'une norme cérébrale digne des États les plus totalitaires.

